



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.



146^e ASSEMBLÉE DE L'UIP
المنامة، البحرين
MANAMA, BAHREÏN
11-15 MARS 2023 - ١٠-١٢ مارس ٢٠٢٣

146^e Assemblée de l'UIP

Manama (11-15 mars 2023)

Forum des femmes parlementaires
Point 5

FEM/35/5-Inf.1
6 février 2023

Réunion-débat

Le rôle primordial des parlements dans la lutte contre l'insécurité et les crises : faire de l'égalité des sexes un élément central de la sécurité hydrique, de la résilience climatique et de la durabilité de la paix

35^e session du Forum des femmes parlementaires

Samedi 11 mars 2023, 14 h 30-16 h 30
Grand Hall 3, EWB

Contexte

Depuis 2020, les participants aux grandes réunions parlementaires internationales organisées par l'UIP¹ n'ont eu de cesse de rappeler que les crises n'ont jamais les mêmes répercussions sur les hommes et sur les femmes, et qu'il importe de faire progresser l'égalité des sexes pour pouvoir affronter les crises et renforcer la résilience. Ces discussions ont permis de souligner que toute solution, adaptation ou mesure d'atténuation face à une crise doit tenir compte du fait que les crises affectent différemment les différents groupes de la société, en particulier les femmes et les filles. Partant du constat que les femmes sont sous-représentées dans les réponses apportées aux crises et dans les activités destinées à renforcer la résilience, les participants aux réunions de l'UIP ont appelé à accroître la participation et le leadership des femmes et des filles dans les processus décisionnels afin d'obtenir des résultats plus durables et davantage susceptibles de concrétiser la promesse de ne laisser personne de côté. Plus récemment, les Membres de l'UIP ont réaffirmé dans la Déclaration de Kigali, adoptée lors de la 145^e Assemblée de l'UIP, que l'égalité des sexes, la participation et le leadership des femmes et des filles sont essentiels pour trouver des solutions aux pandémies, aux conflits, aux récessions économiques et aux changements climatiques, ainsi que pour renforcer la résilience et la durabilité.

L'eau douce représente moins de 3 % des ressources en eau de la planète. Le stress hydrique est accentué par des années de mauvaise utilisation, de mauvaise gestion et de surexploitation des nappes phréatiques et de contamination des réserves d'eau douce². La Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023, qui se tiendra en mars à New York, cherchera à renforcer l'action en faveur de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, à promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau et à élaborer des approches globales et préventives pour relever les défis liés à l'eau³.

L'insécurité hydrique est aggravée par les changements climatiques et le réchauffement de la planète. Les chocs climatiques, comme les variations de précipitations ou de températures et les sécheresses, affectent gravement l'approvisionnement en eau, l'agriculture de subsistance, les cultures et les moyens d'existence, et compromettent la capacité des populations à subvenir à leurs besoins alimentaires. Si les conflits demeurent la principale cause de la faim dans le monde⁴, les chocs climatiques constituent également l'un des principaux facteurs de la forte augmentation de la faim. Actuellement, dans la Corne de l'Afrique, 22 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë en raison de la

¹ En particulier, la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement (2021), les treizième et quatorzième Sommets des présidentes de parlement (2021 et 2022, respectivement), la Réunion parlementaire à l'occasion de la 66^e session de la Commission de la condition de la femme (2022) et le débat général de la 145^e Assemblée de l'UIP à Kigali (2022).

² www.wilpf.org/feminism-gender-environment/

³ www.unwater.org/news/un-2023-water-conference

⁴ <https://fr.wfp.org/global-hunger-crisis>

sécheresse historique qui a débuté fin 2020 et qui devrait encore perdurer ces prochains mois. Plus de 1,7 million de personnes ont déjà quitté leur foyer en quête de nourriture et d'eau⁵. En 2018, 28 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de leur pays à la suite de conflits ou de catastrophes, dont 16,1 millions en raison de tempêtes, pénuries alimentaires, sécheresses, feux de forêt, glissements de terrain et températures extrêmes⁶.

Les femmes et les filles jouent un rôle essentiel dans la quête de nourriture, mais aussi dans la recherche et le transport d'eau salubre pour leur foyer en raison du manque d'infrastructures d'approvisionnement en eau. On estime à 200 millions le nombre d'heures consacrées chaque jour à la collecte d'eau dans le monde par les femmes et les filles, autant d'efforts colossaux et de temps précieux qui ne sont pas rémunérés. Les femmes et les filles sont davantage affectées par les pénuries d'eau, mais aussi par les catastrophes liées au climat en général, notamment lorsque ces catastrophes menacent la paix et la sécurité nationales et régionales, provoquant des migrations forcées, des déplacements de population et une augmentation de la pauvreté. Elles deviennent davantage vulnérables à la violence sexiste et à d'autres violations des droits fondamentaux des femmes, et n'ont souvent pas accès aux dispositifs de soutien.

Et pourtant, les politiques et les plans nationaux d'adaptation destinés à enrayer les changements climatiques, à instaurer ou à maintenir la paix, ou à relever les défis liés à l'eau sont souvent dépourvus d'une solide perspective de genre, de lignes budgétaires claires à cet effet et de mécanismes visant à garantir la participation et le leadership des femmes et des filles dans la gouvernance de l'eau, l'action climatique et les processus de paix.

Compte tenu de ces éléments, le Bureau des femmes parlementaires invite les participants au Forum des femmes parlementaires réunis à l'occasion de la 146^e Assemblée de l'UIP à Manama à prendre part à une réunion-débat pour examiner le rôle central de l'égalité des sexes dans la lutte contre l'insécurité hydrique et les changements climatiques, ainsi que dans la prévention des conflits et le maintien de la paix.

La réunion-débat se tiendra le samedi 11 mars 2023, lors de la 35^e session du Forum des femmes parlementaires. Elle portera sur le rôle des parlements et des parlementaires – hommes et femmes – en ce qui concerne la gestion des ressources en eau, la protection du climat et la consolidation de la paix, afin d'examiner la façon dont ces activités :

- prennent en compte les droits, les besoins et les intérêts des femmes et des filles ;
- tiennent compte des expériences des femmes et des filles ; et
- permettent d'assurer la participation et le leadership des femmes et des filles.

Objectifs

Les participants seront invités à présenter les bonnes pratiques et les solutions mises en place dans la législation et les politiques de leurs pays respectifs en vue de promouvoir l'égalité des sexes et de prendre en compte les besoins et les intérêts des femmes et des filles en matière de sécurité hydrique, d'action climatique, de paix et de sécurité. Seront notamment examinées les mesures qui permettent de :

- Dialoguer avec divers groupes de femmes et de filles en vue d'évaluer l'impact différencié sur les hommes et les femmes de l'insécurité hydrique, des changements climatiques et des conflits, et veiller à ce que les femmes et les filles puissent contribuer à l'élaboration des lois et des politiques dans ces domaines.
- Garantir que les mesures destinées à prévenir, atténuer et traiter les effets de l'insécurité hydrique, des changements climatiques et des conflits soient toutes sensibles au genre et promeuvent les droits des femmes et des filles et leur autonomisation, notamment les droits des femmes et des filles déplacées, le droit des femmes à la terre, à la justice et à vivre à l'abri de la violence sexiste, leur autonomisation économique, etc.
- Utiliser les résolutions, déclarations et autres orientations politiques de l'UIP pour promouvoir le leadership des femmes dans la gestion des crises et la prise en compte de la dimension de genre dans le renforcement de la résilience et de la durabilité.

⁵ www.wfp.org/publications/regional-drought-response-plan-horn-africa-2023

⁶ Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) et Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), *Rapport mondiale sur le déplacement interne 2019* (Genève, 2019).

Intervenantes/intervenant

- Mme Nahla Haidar, membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDEF)
- Mme Gillian Triggs, Sous-Secrétaire générale et Haute-Commissaire assistante chargée de la protection, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
- Mme Jemma Nunu Kumba, Présidente de l'Assemblée législative nationale de transition du Soudan du Sud
- M. Putu Supadma Rudana, membre de la Chambre des représentants de l'Indonésie
- Mme Margareta Kiener Nellen, ancienne membre du Conseil national de la Suisse et membre du Conseil international de PeaceWomen Across the Globe